

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 21/07/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CIMENTS CALCIA**

Route de Colombelles  
14860 Ranville

Références : 2025 -349  
Code AIOT : 0005300052

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2025 dans l'établissement CIMENTS CALCIA implanté Usine de Ranville Route de Colombelles 14860 Ranville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CIMENTS CALCIA
- Usine de Ranville Route de Colombelles 14860 Ranville
- Code AIOT : 0005300052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 19 avril 2006, la société des Ciments CALCIA est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de marnes et de calcaires avec une production maximale annuelle de 810 000 tonnes. Les matériaux extraits sont exclusivement destinés à l'usine de fabrication de ciments de la société implantée en face de la carrière de l'autre côté de la route départementale 223.

### Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Depuis 2022, l'établissement a mis en place un système de management de la biodiversité intégrant les orientations de la Stratégie nationale pour la biodiversité. Dans ce cadre, un partenariat a été établi avec la LPO en mai 2022, aboutissant à un premier inventaire de la biodiversité réalisé à l'aide de l'outil Écocarte en février 2024. Des aménagements en faveur de la biodiversité ont été mis en place, notamment l'installation de plaques de chauffe pour les reptiles.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un nouveau dispositif de mesure du débit du ruisseau de l'Aiguillon avait été commandé, en remplacement du système existant, en raison de difficultés de transmission des données. À l'issue de la visite, il a transmis une photographie attestant de l'installation effective du nouvel équipement, réalisée le 24 juin 2025.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Préservation des eaux souterraines et superficielles	Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 32.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Sécurité publique	Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 37.2	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications	Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 8	Sans objet
2	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 11	Sans objet
3	Accidents ou incidents	Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 13	Sans objet
4	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 21.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Rejet d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 31	Sans objet
7	Bruit et vibrations	Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 34.3	Sans objet
9	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 19.2 et 19.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 18 juin 2025 avait pour objectif de vérifier le respect des prescriptions réglementaires fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 avril 2006.

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, le plan de localisation des piézomètres ainsi que les résultats interprétés du suivi des eaux souterraines et superficielles pour l'année 2024.

L'intégrité de la clôture périphérique du site doit être contrôlée sans délai, et les mesures correctives nécessaires doivent être mises en œuvre afin de garantir une clôture suffisamment sécurisée pour empêcher toute intrusion de tiers au sein du site.

Enfin, les modalités de collaboration avec le prestataire externe ALISE doivent être ajustées afin de permettre une transmission plus rapide des données interprétées relatives au suivi des eaux, en vue d'une exploitation optimale par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière, allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'environnement, doit être porté à la connaissance de Monsieur le Préfet du Calvados.
<b>Constats :</b>  Sur la base des déclarations et des échanges avec l'exploitant, les activités relevant de la réglementation ICPE, exercées sur le site, sont évaluées conformes aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 19 avril 2006.  Le tonnage extrait de marnes et calcaires en 2024 représente 485 000 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 11
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registres et plans

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant.</p> <p>Sur ce plan sont reportés - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, les bords de la fouille, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les zones remises en état.</p> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Subdivision du Calvados.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier plan topographique, établi par un géomètre le 2 juin 2025 et transmis par courriel à l'Inspection le jour même de la visite, a été présenté par l'exploitant lors de la séance.</p> <p>Le plan permet une bonne compréhension de l'avancée de l'exploitation de la carrière et des terrains non découverts restant à exploiter.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Accidents ou incidents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accidents ou incidents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout accident ou incident intéressant la sécurité ou la salubrité publiques ou du personnel doit être porté immédiatement à la connaissance de Monsieur le Préfet du Calvados et de la Direction Régionale de l'industrie de la Recherche et de l'Environnement - Subdivision du Calvados. Par ailleurs, l'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son établissement, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement. Cette déclaration doit être faite dans les meilleurs délais. L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes des phénomènes, les conséquences et les mesures prises pour y parer. 1 communique ensuite, dans les meilleurs délais, la programmation des travaux qu'il compte engager pour éviter que de tels événements ne se reproduisent</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique l'absence d'incident ou d'accident sur le site de la carrière en 2024 et au 1er semestre 2025 et fait part de l'absence de remarque particulière à la dernière CCSE du novembre 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Modalités d'extraction**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 21.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités d'extraction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres. Leur nombre est limité à 6. Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau - 10 m NGF.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les conditions d'exploitation de la carrière ont été contrôlées par sondage. Les quatre gradins ont une hauteur unitaire inférieure à 15m.</p> <p>La cote minimale d'exploitation fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation (- 10 m NGF) est atteinte au niveau du plan d'eau situé au Sud Est du site de la carrière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Rejet d'eau dans le milieu naturel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 31</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet d'eau dans le milieu naturel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit normalisé et d'un dispositif de prélèvement.</p> <p>[...]</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : le pH est compris entre 6 et 8,5, la température est inférieure à 30°C, les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l, la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 90 mg/l , les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 5 mg/l.</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et la teneur en hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>Les eaux rejetées font l'objet d'une analyse mensuelle portant sur les paramètres pH, MEST, DCO, Hydrocarbures totaux, Nat et Cl-. Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.</p> <p>Au moins une fois par an, ces contrôles sont effectués par un laboratoire agréé extérieur. Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées selon une fréquence et suivant une forme définie en accord avec celle-ci.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats du suivi de la qualité des rejets d'eau d'exhaure dans l'Orne pour l'année 2024, concernant les paramètres précités, ont été présentés. Une non-conformité a été constatée au mois d'août sur le paramètre MES, avec une valeur mesurée de 41 mg/L (pour une valeur limite fixée à 35 mg/L), non-conformité que l'exploitant attribue à un épisode orageux. Plusieurs dépassements ont été relevés dans les mesures mensuelles de pH réalisées dans le cadre de l'autosurveillance (valeurs comprises entre 8,5 et 9,3, pour une plage réglementaire de 6 &lt; pH &lt; 8,5). Aucune non-conformité n'a toutefois été constatée dans les analyses trimestrielles effectuées par le prestataire ALISE. L'exploitant explique ces écarts par l'absence de prétraitement en amont, la décantation étant le seul procédé en place, en lien avec les caractéristiques du tir et du gisement.</p> <p>Concernant l'année 2025, les résultats du suivi de la qualité des rejets d'eau d'exhaure ont</p>

également été présentés. Les rapports d'analyses fournis par le laboratoire EUROFINs, pour des prélèvements réalisés les 30 janvier, 26 février, 19 mars et 10 avril 2025, sont conformes pour l'ensemble des paramètres analysés (pH, MES, DCO, hydrocarbures totaux, sodium [Na] et chlorures [Cl]).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Préservation des eaux souterraines et superficielles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 32.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des effets du rabattement sur la nappe

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais au suivi du niveau piézométrique et de la salinité de la nappe du Bathonien dans les conditions et sur les ouvrages suivants :

Contrôle piézométrique bimestriel - Ouvrage (indice BRGM) : 120-2X-015, 120-2X-086 + 120-2X-103 + 120-2X-104, 120-5X-428, 120-5X-430, 120-5X-456, 120-5X-503, 120-6X-013, 120-6X-080, 120-6X-184, 120-6X-XXX, 120-6X-225 + 2 nouveaux piezomètres à créer le long de l'Aiguillon (dont 1 près de la source) + le piezomètre amont remplaçant le 120-6X-205.

Contrôle de salinité semestriel - Ouvrage (indice BRGM) : 120-2X-015, 120-2X-086 + 120-2X-103 + 120-2X-104, 120-5X-428, 120-5X-430, 120-5X-456, 120-5X-503 et 120-6X-184.

Les résultats de ces contrôles assortis des interprétations et commentaires nécessaires sont communiqués à l'inspection des installations classées chaque année.

**Constats :**

Les derniers rapports de suivi piézométrique et de la salinité de la nappe établis par le prestataire extérieur ALISE transmis à l'inspection concernent l'année 2023.

Les résultats de suivi des eaux souterraines et superficielles relatifs à l'année 2024 n'ont pas été présentés car l'exploitant ne les avait pas encore reçu du prestataire ALISE.

La visite du site a permis de vérifier, par sondage, la bonne protection des piézomètres 184, 430 et 456.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous 3 mois, le plan de localisation des piézomètres et les résultats du suivi des eaux souterraines et superficielles interprétés au titre de l'année 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Bruit et vibrations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 34.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

<p>Un contrôle des niveaux sonores et des émergences est effectué dès le début d'exploitation de chaque nouvelles phases pour lesquelles les fronts de taille se rapprochent des habitations. Ce contrôle est renouvelé tous les deux ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dernières mesures de bruit réalisées par l'établissement CREAC datent de mars 2024. Les résultats rassemblés dans le dossier réf M.A 669-22112023 concluent à la conformité des mesures. Les précédentes mesures avaient été réalisées en août 2022; la fréquence réglementaire est donc respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Sécurité publique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 37.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation du site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'accès et les abords de toute zone dangereuse de la carrière doivent être interdits par une clôture solide et efficace. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite sur site a révélé que la clôture périphérique actuelle n'est pas suffisamment efficace pour empêcher l'intrusion de tiers, comme en témoigne la présence d'un randonneur à l'intérieur de la carrière. Un contrôle par sondage de la clôture périphérique n'a pas permis de détecter de zones fragilisées.</p> <p>En revanche, au niveau des portails métalliques, deux blocs rocheux de grande dimension sont positionnés face à face, de part et d'autre des portails, ce qui en facilite l'enjambement et constitue un point de vulnérabilité dans le dispositif de sécurisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, dans les plus brefs délais, vérifier l'étanchéité de l'ensemble de la clôture du site et mettra en œuvre les actions correctives nécessaires afin de garantir une clôture solide et efficace.</p> <p>L'aménagement périphérique des portails métalliques ceinturant la carrière doit être revu, afin de sécuriser efficacement l'accès au site et prévenir toute intrusion de tiers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 9 : Remise en état**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2006, article 19.2 et 19.3</p>
--



<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Décapage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.</p> <p>Les matériaux de découverte nécessaires à la remise en état, et estimés à un volume de 1 000 000 m<sup>3</sup> de stériles ainsi qu'à 100 000 m<sup>3</sup> de terres végétales sont conservés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La découverte de gisement est réalisée par séquence en fonction des besoins annuels. La terre végétale et les stériles issus de ces opérations de découverte sont stockés au fur et à mesure de l'avancement sous forme de merlons en périphérie du périmètre autorisé et en talus (respectivement identifiés "stockage A et B" sur le document Plan de gestion des déchets d'extraction issus de l'industrie extractive - révision du 30/09/21").</p> <p>Les volumes de matériaux de découverte nécessaires à la remise en état et le suivi quantitatif des quantités stockées sur site sont formalisés sur le document "Plan de gestion des déchets d'extraction..."; document qui fait a minima l'objet d'une actualisation quinquennale.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection le plan de gestion des déchets d'extraction actualisé quand il en disposera.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite